

-- Ni annexions, ni indemnités, disent maintenant les socialistes allemands.

-- Alors, on jouait des haricots?

COURRIER DE PARIS

La blessure ridicule

C'est un rien, le simple rappel aujourd'hui d'une ordonnance âgée de quatre ans, et pourtant toute une vision de Paris d'avant-guerre.

Alors les femmes ne songeaient pas à jouer, avec de longs voiles et des mantilles flottantes, aux sœurs laïques. Chacune, au contraire, mettait toute sa petite vertu à paraître aussi femme que possible et son charme dans toutes les lubies de la mode. Lubies périlleuses certes, pour plus d'une grâce véritable, mais parfois sans pitié aussi pour le plus honnête des passants. Et plus d'un, par exemple, a pu trembler au voisinage de ces longues épingles ou s'aggraver le chapitre de leurs chapeaux.

On n'a pas oublié les méfaits de ces pointes toujours dardées et menaçantes. Armement redoutable, et le seigneur Baribolo eût goûté cette façon de sembler faire défense d'approcher, si tant de sourires, souvent, à vrai dire, ne l'eussent un peu démentie. Quoi qu'il en soit, si nombreuses ont été ses victimes, sur les trottoirs, dans le Métro qui a bien assez des siennes, aux théâtres, devant les étalages, que, subitement paternelle, la police dut intervenir et inventer contre les chapeaux certain protège-pointe, déjà souhaité bien avant contre les passages à tabac.

Or, il se trouve qu'après quatre ans écoulés les mêmes épingles, avec cette seule différence, et peut-être, que dans leur grosse tête elles ont cessé d'être aussi boches. Aiguës, fines comme celles des envoilements et sûres comme des flèches qui percent un cœur, oui, les revoilà en bataille et parfois croisées en redoublement, parmi les parades et les crosses. Admirez que des événements prodigieux aient pu se dérouler, que tant de catastrophes aient pu bouleverser tant de précieuses et de solennelles choses, d'institutions même, et qu'un tel détail ait pu échapper à tout, et qu'il faille contre la mode et sa toute-puissance plus de circulaires encore que n'en exige l'impôt sur le revenu ou le salut de tout le cheptel de France !

Mais espérons, madame et chère inconnue, que ce dernier avertissement vous décidera et que l'heure précisée vous semblera propice. Vous ne voudrez pas sans doute ajouter encore aux infortunes dont elle est assez généreuse déjà, et vous songerez au sort de deux fois mélancoles d'un galant homme qui dans un tel moment serait par vous comme un blessé de la paix et le héros seulement d'une piqure très parisienne.

Imaginer, en effet, la scène que voici. Sur le boulevard, à pas attentifs, un monsieur va lentement. Grisonnant, il est encore de belle mine, mais le noir plaqué d'un large bandeau pèse sur un de ses yeux. On le regarde avec intérêt et émotion. Pour l'aider, s'il fallait, des mains sont prêtes ; pour le plaindre, des attendrissements. Ah ! terrible guerre, celle qui s'écrit ainsi sur les visages !

L'homme cependant se raidit, se refuse, et, curieusement, il semble vouloir décourager toutes ces bonnes volontés. Et gêné, et comme s'il avait conscience d'usurper quelque chose de ce respect et de cette douceur qui l'enveloppent, il semble dire : « Qu'ont-ils ? Que me veut-on ? Non, je ne suis pas celui qu'on pense ; non, vous ne devinez pas l'histoire de cette blessure ! » Et je sais bien qu'à sa place j'aurais éprouvé comme lui ce que dans sa brutalement même cette blessure-là risquerait d'offrir à cette heure d'insécurité, ironique, car elle ne fut gagnée en effet qu'au sortir d'un spectacle et n'est que le crime d'une épinglette à chapeau. Qui, il faut avouer que le Parisien à qui arriverait aujourd'hui un accident comme celui-là serait plus à plaindre que jamais, mais par je ne sais quel scrupule précisément à se plaindre, et quelle crainte d'un rire soudain ! Si c'était moi, ne souffrirais-je pas d'une apparence, d'une erreur que je porterais si haut, alors que je saurais n'être que le héros d'un lamentable fait-divers ? Être blessé ainsi, en service commandé de cinéma, par la faute d'une mode et d'une femme, quelle humiliation ! Alors que toutes ces blessures, qui partent vont au soleil revenu, maintenant ont quelque chose d'auguste et de sacré, dans celle-là quel ridicule ! Ridicule douloureux à sa manière, quand on y songe, et qu'en vérité, chère madame, il serait impossible de ne pas ressentir. A vous qui excellez dans l'art des nuances sur ce même

chapeau, la nuance d'un sentiment vous échapperait-elle ? Non, sans doute, et si quelqu'un doit être capable de soupçonner tout ce que peut, à pareille heure, faire souffrir une blessure ridicule, c'est bien vous qui si joliment, par ailleurs, savez faire la bonne maraine...

Aussi bien, vous n'auriez peut-être pas si grand mérite à plus d'attention et de prudence. Je considérerais hier votre chapeau et la façon nouvelle de le porter. C'est un véritable couvercle qui, sur le front, ose s'enfoncer jusqu'à l'écrasement capillaire des friandises blondes ou brunes, jusqu'à l'arc des plus implacables sourcils. Alors que le onic était aux tout petits chapeaux, perchés comme des oiselets de laiton et de tulle, un humoriste de mes amis disait que, somme toute, ils étaient assez grands pour les cervelles à couvrir. Cette mode d'immensité donne peut-être une idée plus respectable et congrue de ces mêmes cervelles, mais assurément à toutes ces fortifications d'épingles, elle ôte toute raison d'être et excuse. Ainsi, par lui seul, le chapeau tient, chère madame ; il tient comme le civil, il tient comme tout le monde. Ce n'est pas joli, joli, et il est permis de ne pas le rêver comme ça ; mais il est par lui-même, il est contre toute surprise et coup de vent, et plus solide qu'un bonnet vis-à-vis d'un moulin. Il vous sera donc d'autant plus aisé, chère madame, de daigner vous conformer désormais à de vulgaires ordonnances, et de renoncer même à tout cet arsenal que vont dresser contre le passant des pelotes d'abord inoffensives à la maison. D'un chapeau qui se déplace malgré tout, qui court l'aventure, qui s'enlève sans qu'on ait l'air d'y consentir, la chronique d'ailleurs note plus d'un exemple, et ce ne sont pas les épingles les plus longues qui, sur la tête, le gardent le mieux.

Mais que la mode l'exige demain, et tous ces chapeaux, de toute carcasse, forme et couleur, on les verra tenir tout seuls, comme par enchantement, et voilà qui pour tous deux me rassure. Sans vous faire prier davantage, de grâce, madame, ôtez donc ça dès maintenant. Si l'on sait comment naissent les modes, et la perruque louis-quatorzienne parce que le Roi-Soleil avait des verrues, on sait aussi comment elles meurent. En vérité, l'occasion est belle. Ainsi au moins, chère madame, belle aussi, vous vous éviterez le remords des blessures inutiles et profanes, et pour nous, nous saurons qu'à l'ennemi seul s'adresse cette devise que mit dans ses armes ma chère et vaillante Nancy : « Qui s'y frotte s'y pique ! »

Alexandre Hepp

Les allumettes et le gaillac (FABLE)

Après avoir vainement tenté de trouver des allumettes-bougies dans dix bureaux de tabac, mon cœur tressaillait d'allégresse en pénétrant dans le onzième, car je vis dans les petites cases de chêne un stock considérable de boîtes aggrahées de deux dessins de Choubrat. J'en pris donc une et tendis à la tenancière, originaire du Massif Central, une pièce de dix sous.

— Je n'ai pas de monnaie ! s'écria-t-elle en reprenant rapidement l'objet que j'avais déjà dans la main.

— Qu'à cela ne tienne, lui dis-je, madame ; puisque vous n'êtes pas détentrice de billon, je vais profiter de l'occasion pour prendre cinq boîtes.

— Cinq boîtes ! s'écria-t-elle... cinq boîtes ! vous ne manquez pas d'estomac ! Et, mettant ses deux mains sur la case débordante, elle m'interdit d'y porter un doigt, en prenant à témoin deux cochers et un facteur de ma tentative d'accaparement.

Le besoin d'allumettes est, pour un fumeur, susceptible de l'amener à toutes les faiblesses. Je demandai poliment à la tenancière de m'offrir un compromis. Elle me regarda avec dégoût et répliqua :

— Prenez un « demi-setier » !

L'idée de prendre un « demi-setier » à neuf heures du matin m'effara un peu, mais je suis sans volonté, et m'en remis à elle du soin de me servir un « demi-setier » du liquide qu'elle jugeait le meilleur. Je trempai donc, quelques instants après, mes lèvres dans un verre de « gaillac », que je mis quelques minutes à assécher, soucieux de ne l'être pas jugé gaspilleur. Puis, je pris une boîte d'allumettes et ne revis rien de ma pièce de dix sous.

Cependant, je m'aperçus, aussitôt dans la rue, que les allumettes étaient soigneusement ignifugées, et que le « gaillac » me brûlait l'estomac, ce qui me permit de changer un billet de cinq francs pour acheter un briquet, et une pièce de deux francs pour acheter du bicarbonate de soude.

C'est à mille petits détails que ceux qui n'ont point accoutumé de tenir la queue de la noëlle s'avisent que la vie est chère. — D.

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8°)

TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS :

	1 an	6 mois	3 mois
Paris.....	20 fr.	10 fr.	5 fr.
Départ.....	24 fr.	12 fr.	6 fr.
Etranger..	36 fr.	18 fr.	9 fr.

PLUS DE PAPIER !

A propos de la crise du papier, le Journal disait hier, par la plume de son rédacteur en chef :

L'arrêt des importations, le défaut de main-d'œuvre, de charbon et de matières premières ne permettant plus de remplacer les stocks qui s'épuisent, l'obligation des deux pages risque de devenir, à brève échéance, quotidienne, et, si nous n'y prenons garde, ce n'est plus seulement la question du format, mais la question de l'existence qui se posera bientôt pour la totalité de la presse française.

Je n'évoquerai pas, pour en triompher, le souvenir des aigres polémiques que suscitèrent l'an passé nos conseils d'économie ; je ne rappellerai pas davantage les injustes et folles accusations qui s'ensuivirent. J'aime mieux féliciter le Journal de voir enfin la crise telle qu'elle est, et d'en chercher avec nous les meilleurs palliatifs, s'il en est encore...

Intensifier la production ? Evidemment, tous le souhaitent. Mais ce n'est pas seulement la production du papier qu'il faut intensifier, c'est celle du blé, du charbon, de l'acier, de la viande, des pommes de terre, c'est toute la production. Et surtout on se heurte au même obstacle : le défaut de main-d'œuvre. Rien à faire de sérieux, tant qu'on n'aura pas brisé la grande machine à stériliser qu'est la guerre.

L'importation ? Ne comptons pas davantage sur elle pour suppléer à l'insuffisance de la fabrication nationale, qui demain ne répondra plus à la moitié des besoins. Il n'y a d'ailleurs plus de papier à vendre nulle part. Tout ce que nous pouvons espérer à présent, c'est que nos confrères d'Amérique, dont les journaux paraissent encore sur un grand nombre de pages, consentent à s'imposer certaines restrictions pour venir au secours de la presse française. A la demande de la commission interministérielle, notre haut-commissaire M. André Tardieu a bien voulu se charger de plaider notre cause auprès des associations de presse américaines ; mais il est bien convenu — et nous avons malheureusement de trop bonnes raisons pour tenir à le marquer dès ce jour — que, soit par l'entremise de nos représentants officiels, soit par tout autre intermédiaire, il ne peut s'agir que de contrats collectifs, qui mettraient à la disposition de tous les journaux français aux mêmes conditions le stock rendu disponible par l'obligeance de nos confrères transatlantiques. Le temps est passé des combinaisons particulières qui permettaient à certains grands seigneurs de la presse non seulement de ne pas appréhender les conséquences de la crise, mais de s'en faire une arme contre les autres journaux. Toutes les précautions sont prises, j'en suis déjà sûr, pour prévenir ces manœuvres déloyales — et inculquer aux plus récalcitrants le sens de la solidarité professionnelle.

D'autres mesures vont s'imposer. Lesquelles ? Le directeur de l'Édénisme, M. Alexandre Israël, s'accorde avec la Croix pour proposer à ses confrères de supprimer le numéro du dimanche, Paris-Midi, sauf erreur, inclinait naguère vers la même solution. L'Œuvre est disposée à s'y rallier, si elle paraît indispensable. Mais n'y a-t-il pas autre chose à faire, et mieux ? Nous allons le voir ensemble. Les nombreuses lettres que je reçois de nos lecteurs ne témoignent pas seulement de l'intérêt qu'ils prennent au problème ; elles indiquent aussi divers moyens de le résoudre, et les meilleurs dépendent d'eux autant que de nous.

Gustave Téry

UN AÉROPLANE SURVOLE LONDRES

Londres, 7 mai. — Un communiqué du commandant des forces de la métropole annonce qu'un aéroplane ennemi est apparu au-dessus des faubourgs de Londres, ce matin de bonne heure. Il a lancé quatre bombes. On compte un homme tué et un autre homme et une femme blessés. Des bâtiments ont été légèrement endommagés.

Londres, 7 mai. — Les journaux du soir disent que l'aéroplane est resté à peine trois minutes au-dessus d'un bourg du nord de la cité.

Une des bombes qu'il a lancées a fait des victimes. En tombant sur une maison à trois étages, elle a crevé la toiture, et, traversant une chambre où dormait un couple, elle a tué le mari sur le coup, blessé grièvement la femme et détruit la chambre de fond en comble.

" NOS TROUPES RÉSISTENT VICTORIEUSEMENT AUX PLUS FURIEUX ASSAULTS "

(COMMUNIQUÉS OFFICIELS)

FRONT FRANÇAIS

14 heures

La soirée d'hier et la nuit ont été marquées par de nouvelles réactions allemandes dans la région au nord-est de SOISSONS et sur le chemin des DAMES, où nous avons identifié quatre divisions fraîches depuis hier.

Des contre-attaques ennemies, très violentes, précédées de bombardements intenses, ont été déclenchées sur nos positions de la ferme FROIDMONT, sur le front CERNY-HURTEBISE, et sur les hauteurs de CRAONNE et de VAUCLERC.

La lutte, qui a revêtu un vif caractère d'acharnement, s'est terminée à l'avantage de nos troupes qui ont victorieusement résisté aux plus furieux assauts et maintenu partout leurs positions.

Les masses allemandes, fauchées par nos tirs d'artillerie lourde et de campagne et nos feux de mitrailleuses, ont subi des pertes considérables.

Au cours de ces combats, nous avons acculé le chiffre de nos prisonniers, qui dépasse actuellement 6.200.

Le total porte à environ 29.000 le nombre des prisonniers dont les troupes françaises se sont emparées au cours de la bataille engagée depuis le 16 avril.

Sur le reste du front, actions d'artillerie intermittentes.

Nous avons repoussé des coups de main ennemis, notamment en ARGONNE, vers BOLANTE, et au bois de la GRURIE.

De notre côté, nous avons réussi plusieurs incursions dans les lignes allemandes du côté de SONVAUX et à l'est de MONCEL.

23 heures

Au cours de la journée, l'ennemi n'a pas renouvelé ses tentatives dans la région au nord du moulin de LAFFAUX et sur le chemin des DAMES. La lutte d'artillerie s'est poursuivie avec violence, notamment vers HURTEBISE et dans le secteur de CRAONNE, où nos troupes ont consolidé leurs positions sur le plateau de CALIFORNIE. Au dire des prisonniers faits sur

cette partie du front, quatre régiments frais qui ont participé aux attaques infructueuses de la nuit dernière sur ce plateau ont subi de très grosses pertes.

Au nord-ouest de REIMS, nous avons réussi une opération de détail qui nous a permis d'élargir sensiblement nos positions au sud de SAPIGNEUL. Une centaine de prisonniers, dont deux officiers, sont restés entre nos mains.

Activité moyenne des deux artilleries sur le reste du front.

FRONT BRITANNIQUE

11 heures

Nous avons amélioré notre position dans la ligne HINDENBURG, à l'est de BULLECOURT, à la suite d'un vif combat qui a eu lieu au début de la matinée.

Une avance a été effectuée vers l'ouest, dans la direction du village, et un certain nombre de prisonniers sont restés entre nos mains.

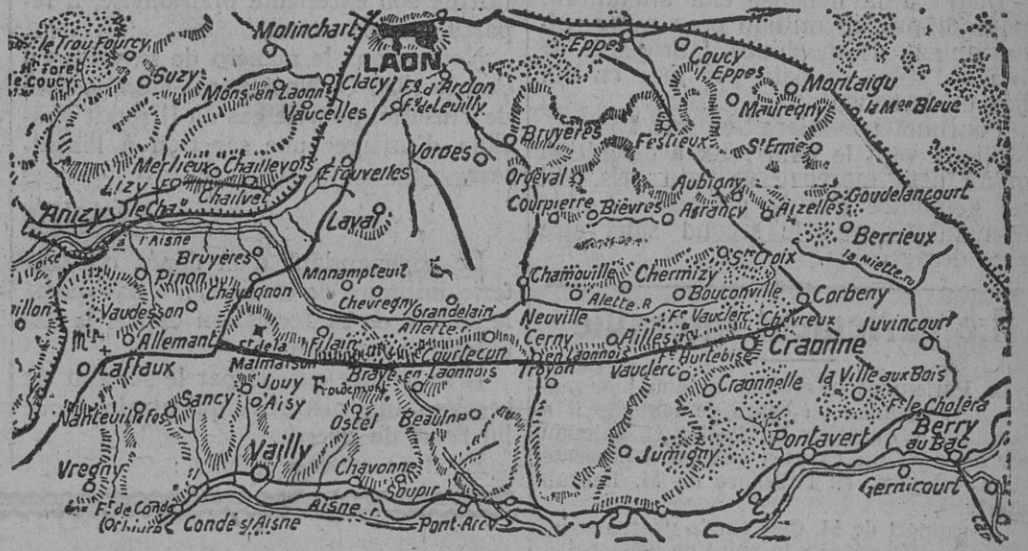
Une attaque à la grenade, effectuée cette nuit, à la suite d'une violente préparation d'artillerie, contre notre première ligne au sud d'OPPY, a été aisément repoussée.

20 heures 20

L'ennemi a lancé, cet après-midi, pour la troisième fois, une forte contre-attaque sur nos nouvelles positions au sud de la SOUCHEZ. La première vague qui a réussi à atteindre la pente en avant de nos tranchées a été détruite par nos feux d'infanterie et de mitrailleuses. Les vagues suivantes prises sous notre tir de barrage ont dû refluer en désordre. Pas un Allemand n'est parvenu jusqu'à nos positions.

Un fort détachement ennemi, pris ce matin, en terrain découvert, sous le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses, dans le voisinage de BULLECOURT, a subi des pertes importantes.

Nos pilotes ont exécuté hier du bon travail en dépit d'un vent violent. Ils ont abattu six appareils allemands dont l'un est tombé dans nos lignes. Un autre a été contraint d'atterrir désarmé. Trois des nôtres ne sont pas rentrés.



Le Chemin des Dames est célèbre depuis longtemps. Il fut construit, comme on sait, pour faciliter à Mesdames de France, Victoire, Adélaïde et Sophie, leurs visites chez leurs amis qui avaient des châteaux dans le Soissonnais.

Ailles, Vauclerc, Hurtebise rappellent les plus glorieux épisodes de la bataille de Craonne gagnée par Napoléon sur les Prussiens le 7 mars 1814.

Ce chemin s'embranchait sur la route de Soissons à Laon, à l'ouest du fort de la Malmaison ; il court de l'ouest à l'est, passe à 400 mètres au nord de Bray-en-Laonnois, à 200 mètres au sud de Cerny, puis à la ferme Hurtebise, pour atteindre de là la lisière nord de Craonne et descendre, par Chevreux dans la plaine de Champagne où il rejoint à Corbeny la route de Reims à Laon.

A la suite des combats de ces jours derniers, nous le tenons sur une étendue de 15 kilomètres, depuis Bray-en-Laonnois jusqu'à son promontoire oriental. Déjà nous combattons sur les pentes septentrionales du plateau qui descendent vers l'Ailette, au nord de Bray et au nord de Cerny. Au nord-est de Craonne nous avons même pu atteindre à Chevreux le pied des hauteurs.

À l'ouest de Bray nous sommes encore au sud du chemin ; cependant la ferme Froidmont que nous occupons au-dessus d'Ostel en est à 500 mètres à peine.

Plus à l'ouest encore nous progressons sur la route de Soissons à Laon, au delà du moulin de Laffaux.

Dans ces conditions notre artillerie va pouvoir s'établir à l'aise pour prépa-

rer la conquête de cet autre plateau, analogue à celui que nous venons de prendre, qui sépare la vallée de l'Ailette des plaines de Laonnois.

Peu à peu nous en viendrons certainement à bout.

Je me garderai bien de dire toutefois dans combien de temps nous serons à Laon.

Les téméraires foranferies coûtent trop cher.

Général Verraux

Pour faire la soudure du blé

UN PAIN ÉCONOMIQUE

Les greniers nationaux commençant à se vider et les blés d'Amérique ne parvenant plus avec la même régularité, le gouvernement a annoncé des mesures restrictives qui doivent permettre d'attendre la prochaine récolte ; et pour nous garder du pain il a commencé par nous supprimer la brioche.

Tout le monde s'incline devant la suppression des gâteaux — jusqu'aux pâtisseries. Et chacun s'apprête à subir sans récriminer, les modifications dans la fabrication du pain et le rationnement qui semblent indispensables.

L'Œuvre, qui n'a cessé d'approuver tout ce que le gouvernement a été amené à faire d'utile pour remédier aux différentes crises alimentaires, se permet aujourd'hui d'appeler — ou plus exactement de rappeler — l'attention du ministre du ravitaillement sur un nouveau pain dont on dit le plus grand

bien et que nos alliés italiens mangent avec beaucoup d'appétit.

Le pain en question est avant tout économique.

Excellent au goût et très nutritif, ce pain dont la vue est d'un jaune un peu roux est d'apparence moins agréable que le pain blanc. Il est en somme très acceptable et il permettrait, étant donné ses qualités économiques, de faire la soudure.

Il économise la céréale, il supprime la manutention et les transports et il économiserait l'or français.

Tiré directement du blé — de tout le blé, y compris le son qui entre dans sa composition — il offre un meilleur rendement de céréale. Le son étant décomposé naturellement, une grande partie se change en sucre et en produit assimilable par suite d'un mouillage variant de vingt-quatre à trente-six heures suivant la dureté du blé.

Chaque boulanger pouvant moudre lui-même son blé sur une machine spéciale, peu embarrassante et d'un prix modéré, on économiserait : 1° les frais du moulin, devenu inutile ; 2° la manutention du cultivateur au minotier, du minotier au boulanger et du minotier à l'agriculteur pour le retour du son ; 3° les frais de transport par voie ferrée tout en rendant à la circulation les wagons chaque jour immobilisés par les tonnes de céréales.

Le rendement très supérieur permettrait de restreindre et peut-être même de supprimer complètement les achats à l'étranger, marchés souvent passés à des prix assez élevés et dont les livraisons ne parviennent pas toujours à destination.

Ce pain non seulement possède des qualités plus nutritives que le pain blanc, grâce à la germination du blé qui le rend plus doux, plus sucré ; il est aussi plus digestif et rafraîchissant sans être laxatif, s'il faut en croire ceux qui ont eu l'occasion d'en manger. Et, ce qui est également à considérer dans les circonstances actuelles, il se conserve une quinzaine de jours, dont dix presque frais ; au bout d'un mois, grâce à la décomposition du blé, il est encore excellent pour tremper la soupe.

Enfin, ce qui prime tous ces avantages, le rendement du blé complet est de beaucoup supérieur à la farine blanche, attendu qu'on arrive avec cent kilos de blé à fabriquer 135 kilos de pain, tandis qu'actuellement avec cent kilos de blé on a, en dehors de toutes les dépenses supprimées, 85 kilos de farine qui ne donnent que 110 kilos de pain.

Le bénéfice net, en dehors de l'économie des frais inutiles, est de 25 kilos de pain par cent kilos de blé.

Que nous manque-t-il pour travailler ainsi le blé et obtenir ce pain complet ? Il faut, nous l'avons dit, des machines spéciales que nous ne possédons pas. Le matériel nous manque pour en fabriquer immédiatement la quantité désirable, mais il y en a en Italie et il suffirait de s'entendre avec le gouvernement de M. Sonnino pour en obtenir immédiatement. On pourrait aussi en fabriquer chez nous en militarisant quelques usines possédant l'outillage nécessaire.

Quant à la dépense elle atteindrait, nous dit-on, un million pour avoir suffisamment de machines fabriquant de 7 à 800 kilos de pain par jour en dix heures de travail.

Pourquoi n'essaierait-on pas ? Mieux vaut le pain roux à discrétion qu'un petit morceau de pain gris, s'il est démontré que le premier est plus économique que le second sans être plus désagréable.

Le parlement interallié

Le Parlement interallié a tenu hier matin une séance au cours de laquelle il a examiné une question de l'acier et entendu sur ce sujet un rapport que lui a présenté M. d'Aubigny, en l'absence de M. Lebrun empêché.

Un rapport de M. Cels sur la guerre sous-marine a été ensuite le point de départ d'une discussion à laquelle ont pris part MM. d'Estournelles de Constant, Nautage, de Barlow et Salvatore Orlando, rapporteur de la section italienne.

La discussion a continué dans l'après-midi.

Avant de terminer sa session, l'assemblée a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Les membres du Parlement interallié, au terme de leur quatrième session, constatent l'unité absolue qui s'est affirmée au cours de leurs travaux, et ce qui concerne les méthodes à suivre pour unifier et intensifier l'action diplomatique et militaire des Alliés, assurer leur ravitaillement et porter ainsi leurs forces au maximum.

En présence de la forme nouvelle que prennent les manœuvres pacifistes des puissances centrales, les membres du Parlement interallié affirment à nouveau leur volonté unanime de n'accepter qu'une paix qui assure en même temps que le succès de leurs justes revendications nationales le triomphe de la liberté et du droit dans le monde.

Le ravitaillement de Paris

La commission consultative spéciale chargée des mesures à prendre en vue d'assurer le ravitaillement de Paris et du département de la Seine s'est réunie hier au ministère du ravitaillement général, sous la présidence de M. Fiancette.

Elle a adopté à l'unanimité les termes du rapport de M. Henri Sellier déterminant les conditions qu'elle considère comme essentielles à son fonctionnement ; puis elle a décidé d'établir le contact le plus étroit entre la production et la consommation parisienne, de façon à supprimer les spéculations intermédiaires. La commission contrôlera l'arrivée et assurera la répartition par les soins des intermédiaires ordinaires qui appliqueront les conditions fixées par l'office technique.



La vie de château

C'est une pièce en cinq actes, qui se joue en Auvergne.

I. — Un milliardaire américain, trop heureux chez lui, vient à Paris pour connaître les belles aventures et les fortes émotions. Il ramasse sur le trottoir montmartrois une jeune personne, aux pieds de qui il met sa fortune... C'est du bon Dumas fils.

II. — La jeune personne n'a qu'à se laisser vivre, sous une pluie d'or... C'est de la féerie, telle qu'on en voit au Châtelet.

III. — Mais la dame aime un beau chauffeur, natif de Carcassonne. Elle le fait venir et l'installe au volant de son auto... C'est du joyeux vaudeville, tel que le pratique Feydeau.

IV. — Or, le chauffeur a vu Judex au cinéma. Il sait comment il faut traiter les milliardaires. L'amie commune décide son Américain à l'achat d'un château en Auvergne ; aussitôt, le nabab est jeté dans un cul de basse-fosse. Le chauffeur invite alors un de ses amis, frotteur à Carcassonne. Le frotteur tient compagnie à l'Américain captif ; et, pour lui prouver que les amis des amis de nos amis ne sont pas toujours nos amis, il lui frotte les côtes avec un nerf de bœuf, dans le but d'en obtenir des autographes intéressants. Mais les gardarmes arrivent. Le chauffeur, l'exécuteur de ses hautes œuvres et l'amie commune sont, à leur tour, séquestrés à la prison de Gannat... C'est de l'excellent mélodrame.

V. — Ne partez pas. Ce n'est pas fini... L'Américain, délivré, voudrait bien s'en aller. Il a assez ri comme ça.

— Je ne me plains pas, dit-il au juge d'instruction. J'ai eu des émotions pour mon argent. J'ai connu l'amour d'une Parisienne à Montmartre. J'ai mené la vie de château en Auvergne. Je retourne en Amérique... Au revoir.

Mais le juge, implacable, lui répond : — On ne s'en va pas comme ça. Vous avez été emprisonné et battu. La loi vous condamne à rester à la disposition de la justice jusqu'au châtiment des coupables... Ça ne demandera pas plus de deux ans.

Et voilà du bon Courteline. Je ne sais pas si les Auvergnats vont le soir au cinéma. S'ils y vont, ils trouveront Judex bien insipide.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

La politesse de nos rois

Dans l'après-midi du 1^{er} mai, un sous-officier blessé, en traitement à l'hôpital de Saint-Maurice (Seine), 3^e division de mutilés, faisait signe à un taxi-auto qui longeait à petite allure le trottoir des grands boulevards.

Le chauffeur, un robuste gaillard, fit mine de s'arrêter, puis lança au mutilé une insulte abjecte ! Après quoi, satisfait de son excellente plaisanterie, il repartit à toute vitesse.

Nous avons le numéro de sa voiture : c'est le 1846-P. Nous avons aussi le nom de l'insulté, pour le cas où il serait possible d'infliger une sanction à l'insulteur.

Nostalgie

Le commandant d'un dépôt d'infanterie, militaire de carrière, n'a pas quitté le bureau de sa formation depuis le début de la campagne.

Il se montre excédé par le surcroît de besogne administrative qu'entraîne pour lui l'état de guerre.

Et il ne cesse de gémir :

— Ah ! quand pourrons-nous reprendre nos véritables occupations militaires ?

Quelqu'un lui demanda, un jour, ce qu'il entendait par les « véritables occupations militaires ».

— Mais, fit l'autre, étonné, les grandes manœuvres, les inspections d'astiquage et la revue du 14 juillet.

La mitrailleuse idéale

L'Intelligenzblatt, de Berne, nous révèle qu'une commission d'experts vient de procéder, à Thoun, aux essais d'une mitrailleuse dépassant tout ce qu'on a pu rêver jusqu'ici. Le mécanisme, mis en action par un moteur électrique, envoie des projectiles à une vitesse vertigineuse contre les buts visés. Et, ce qui est surtout remarquable, c'est que cette nouvelle machine tire sans détonation ; seul le ronflement indique qu'elle est en action.

L'Intelligenzblatt ne nous dit pas si les balles de la nouvelle mitrailleuse perforent la fameuse cuirasse mise en usage dans l'armée suisse, et que n'a pu percer encore aucun projectile connu.

Il est triste de penser que les belligérants sont en retard à ce point-là sur les neutres en ce qui concerne l'armement.

Autographes

Quelques prix d'anciens autographes, extraits des plus récents catalogues :

Frédéric Chopin	Fr. 1.500
La tragédienne Rachel	450
Napoléon III	100
Napoléon I ^{er}	90
Richard Wagner	80
Marquis de Sade	80
Robespierre	50
Honoré de Balzac	15
Turenne	20
Thiers	10
Horace Vernet	5

Les autographes de nos plus illustres contemporains sont moins chers :

Adolphe Willette	20
Anatole France	12
Auguste Rodin	10
Sarah Bernhardt	7
Henri de Régnier	3
Willy	2 50
Marcelle Tinayre	2 50
Claude Farrère	2 50
Maurice Donnay	2

On se demande quelle loi mystérieuse règle le cours des autographes.

Les édentés de Boulogne-sur-Mer

A Boulogne-sur-Mer, il y a un atelier de prothèse dentaire, autrement dit, un centre d'édentés.

Les poilus y affluent de tous les points du front pour se refaire une mâchoire. Or, c'est là une cérémonie qui dure fort longtemps. Après une période consacrée aux extractions préparatoires et aux prises d'empreintes, il faut attendre une dizaine de jours la livraison de l'appareil.

Pendant ce temps-là, les édentés ont le droit de s'étendre sur leur lit ou de jouer aux cartes du matin au soir ; ils ont le devoir d'éplucher chacun une dizaine de pommes de terre à l'heure de la soupe. Après cinq heures du soir, ils peuvent se promener en ville.

Or, sur les quais, à trois cents mètres de la caserne, on manque de main-d'œuvre ; on offre de quinze à vingt francs par jour pour un travail ne demandant aucun apprentissage et pouvant fort bien être accompli par des édentés.

Les édentés ne demanderaient pas mieux que de gagner quinze francs par jour. Mais la défense nationale exige que, du matin au soir, ils jouent aux cartes en attendant la livraison de leur râtelier.

Courrier d'Allemagne

Entre deux selles

Réflexion faite, le chancelier Bethmann-Hollweg va parler — et peut-être même parlera-t-il aujourd'hui.

Ce discours était annoncé pour jeudi dernier. Puis, l'officielle Gazette de l'Allemagne du Nord avait démenti qu'il dût être tenu. Enfin, le vice-chancelier Helfferich l'avait fait prévoir, mais pour une date éloignée. Aux dernières nouvelles, la Gazette de l'Allemagne du Sud le faisait pressentir pour cette semaine ; elle insistait sur la nécessité pour le chancelier de se prononcer sur les buts de guerre de l'Allemagne, avant le départ des délégués socialistes pour Stockholm.

Tant d'hésitations ne doivent pas nous surprendre outre mesure. Le discours du chancelier est un discours difficile à faire. Les pangermanistes somment ce ministre de renier toute solidarité avec les socialistes et de proclamer, selon la formule de Reventlow, que la paix ne se fera pas « sans annexions à l'Est et à l'Ouest ».

Les socialistes, au contraire, exigent que Bethmann adopte leur formule d'une paix sans annexions, ni indemnités.

Entre des exigences aussi contradictoires, le chancelier répondra, nous dit-on, qu'il faut tenir compte, avant tout, de la situation militaire. Entendez qu'il pratiquera des annexions s'il le peut, et qu'il renoncera aux annexions s'il n'a pas le moyen de faire autrement. Il y a toujours un moment où les combinaisons les plus savantes se trouvent subordonnées aux règles du bon sens.

Tel sera, sans doute, le sens de la réponse que le chancelier va faire aux pangermanistes. Il pourrait de la même manière répondre aux socialistes que leur désintéressement les illumine un peu tard, qu'ils n'auraient pas dû attendre trente-trois mois pour le proclamer et que leur déclaration de principe aurait eu bien plus de sens, le 4 août 1914 ou même au lendemain de la bataille de Charleroi. Il est, en définitive, de mauvais goût d'attendre le moment où on perd la partie pour proclamer que l'enjeu se composait uniquement de haricots.

Malheureusement pour Bethmann, les socialistes allemands sont sur le point de partir pour Stockholm faire de la propagande en faveur de sa politique. Cette déclaration liminaire ne serait pas de nature à faciliter leur tâche.

Il y a pis : les socialistes ne sont pas seuls à être de leur avis. Les Autrichiens sont, au moins sur ce point, en plein accord avec eux. Si nous en croyons la Bayrischer Staatszeitung journal officiel de Bavière, les Bavarois ne seraient pas loin de partager la même opinion. L'Allemagne n'a pas à compter seulement avec ses partis politiques, mais aussi avec ses alliances.

Sur les principes, le chancelier demeurera donc, selon toute probabilité, dans le vague. Il est vrai que, dans le domaine des réalités, il aura peut-être des révélations sensationnelles à publier.

Pour l'harmonie de son discours, Bethmann-Hollweg fera, selon toute vraisemblance, quelques déclarations sur la politique intérieure. C'est là assez généralement la monnaie d'échange dont il se sert. S'il a donné des satisfactions aux conservateurs, au point de vue de la politique internationale, il s'efforcera de donner des sécurités aux partis avancés au sujet des réformes politiques. A moins, bien entendu, qu'il n'ait recouru à la méthode opposée. Mais, en tout cas, chacun trouvera son compte.

Ajoutons que personne ne sera content et que les choses continueront vraisemblablement à aller exactement comme par le passé.

J. Robert

LA CONFÉRENCE des socialistes minoritaires

Ceux-ci veulent aller à Stockholm

Le parti socialiste unifié, très désuni sur les questions les plus importantes, va-t-il voir se produire une scission entre ses membres majoritaires et minoritaires ? Ces derniers ont tenu une conférence particulière pour obliger les premiers à accepter leurs tendances pacifistes qui vont jusqu'à un rapprochement avec les « camarades allemands ». Cinquante-six fédérations ou fractions de fédérations étaient représentées par quatre-vingt-dix délégués dont plusieurs députés : MM. Jean Longuet, Mayeras, Alexandre Blanc, Deguise, Misirail, Morin, Pressmann, Philbois, Sixte-Quenin, Rognon, etc., et parmi les principaux militants : les citoyens Bourderon, Grandvallet, Verzeuil, Faure, Lorient. Enfin trois étrangers étaient également présents : Drizzo, délégué du Comité des Ouvriers et des Soldats de Russie ; Czysnki, membre du parti socialiste polonais, et Tchesskis, représentant du Bund.

Contrairement à la décision de la commission administrative du parti socialiste français qui a décidé de s'abstenir d'envoyer des délégués à la prochaine conférence de Stockholm, le 10 juin, M. Longuet et ses amis de la minorité entendent y participer. Comment le faire sans provoquer une scission ? En acquiesçant à la majorité au prochain congrès national du parti convoqué pour le 27 mai courant. Et si, par aventure, leur espoir était déçu, des socialistes français iront quand même à Stockholm sans inquiéter davantage des conséquences de leur acte.

Quelles idées seront défendues à cette conférence ? La question d'Alsace-Lorraine l'indique assez. M. Jean Longuet et M. Paul Faure estiment que le droit violé en 1871 par les Allemands exige une réparation, mais qu'on doit consulter les Alsaciens-Lorrains d'origine sur leur désir de redevenir français. D'autre part, M. Lorient ne tient nullement au retour des provinces perdues.

Après avoir proclamé leur « attachement à l'unité socialiste » les minoritaires ont reproché à MM. Albert Thomas, Cachin, Lafont et Morlet « d'accomplir en Russie une mission pour laquelle le Parti ne leur a confié aucun mandat » ; à l'Humanité de « fermer ses colonnes à la majorité réelle de l'organisation » et à la commission administrative de « se livrer à de véritables coups de force ».



Les soldats d'Orient

Un additif à la circulaire du 28 janvier, sur les permissions, a été publié à la date du 2 mai. Il reproduit une circulaire, datée du 7 mars, relative aux militaires de l'armée d'Orient, circulaire assez confuse d'ailleurs, car, si l'on y indique les décisions à prendre à l'égard des militaires rapatriés pour raisons de santé, on y passe par contre sous silence le cas de ceux qui sont bien portants. Il faut donc en déduire que la réglementation antérieure demeure toujours en vigueur : c'est-à-dire une permission de vingt et un jours par an, délais de route compris, à tous les soldats ou officiers de l'armée d'Orient.

Cette réglementation, instaurée de puis plusieurs mois déjà, est, jusqu'à l'heure présente, demeurée lettre morte. Nombreux sont les soldats d'Orient qui n'ont pas eu de permission depuis plus de deux ans. La situation de certains d'entre eux est particulièrement intéressante : ils partirent au début de 1915 pour les Dardanelles — sans avoir jamais eu de permission puisqu'on n'en donnait pas alors — et ne sont jamais revenus depuis. Ceux là n'ont pas revu leur famille depuis la mobilisation.

Au cours de la discussion qui se déroula à la Chambre en octobre dernier, au sujet des effectifs, le ministre de la guerre put déclarer qu'à sa connaissance dix mille hommes au moins se trouvaient dans ce cas. Depuis lors, d'autres préoccupations ont fait oublier celle-là au Parlement. Mais six mois nouveaux, au cours desquels, en matière de permission, ils ne connurent que des promesses, sont venus augmenter la souffrance morale de ces soldats. Comme le disait le ministre à l'époque, il faut faire quelque chose pour ces hommes. Il faut leur donner le moyen de revoir leur famille. Il faut porter remède à une situation qui s'aggrave de la lenteur et de l'irrégularité du courrier, du climat extrêmement pénible, et d'une insuffisance des périodes de repos, bien plus difficiles à organiser que sur le front français.

Mais, pour obtenir une solution pratique, il ne suffit point de circulaires. Les circulaires ont prouvé ce qu'elles valent, et leur faillite n'est plus à démontrer. Il faudrait une entente étroite entre le ministre et le général Sarraill, avec un système de roulement suffisamment actif pour que, dans un délai relativement rapproché, les hommes qui ne sont pas revenus en France depuis plus de quinze mois puissent bénéficier prochainement d'une permission de détente. Suivant une parole prononcée à la tribune, les permissions sont indispensables à la santé morale du soldat. Et la santé morale du soldat est, nul ne saurait le nier, un élément essentiel du succès.

Mortimer-Mégret

ACCIDENT AU MÉTRO

Près de la station du Métro « Hôtel-de-Ville », sous la guê, l'automotrice d'une rame a pris feu, à six heures un quart, hier soir. Les pompiers immédiatement prévenus ont éteint l'incendie.



— Et dire que l'on ne tirait pas dessus pour ne pas le détruire.



L'ŒUVRE

Sportive

La publicité touristique par T. C. F.

Rassurez-vous, bons hôteliers français (s'il en reste, après quarante ans d'invasion boche...) il ne s'agit pas là de quelque radiotélégraphie trop scientifique, capable d'effaroucher nos vénérables routines. Il s'agit d'un organe de propagande déjà ancien, qu'on vous demande seulement de reconnaître, d'entretenir et d'utiliser plus largement désormais.

Ce T. C. F. ou *Touring-Club de France*, en donnant un coup d'éponge à votre panonceau terni par la poussière, vous vous rappellerez qu'il fut fondé en 1890 et reconnu d'utilité publique en 1907 (au bout de dix-sept ans : voilà qui s'appelle réfléchir...) C'est le grand-père Joffre du tourisme et de l'hôtellerie de France.

Souvenez-vous : avec des moyens d'abord assez humbles, il a fait de bonnes choses. Il vous a invité à des peintures hygiéniques, à quelque confort dans les laboratoires préhistoriques dont se contentait, il y a soixante ans, l'illustrateur Gaudissart, et enfin à remplacer vos lits de bois, couverts à punaises, par de nettes literies de cuivre. Vous avez obéi, en remerciant un peu, et souvent à moitié. Les résultats n'ont-ils pas cependant récompensé ces faibles efforts et n'avez-vous pas vu, malgré la concurrence étrangère, jaillir pour vous une nouvelle source de profits ?

Il faut aujourd'hui, en vue des lendemains qui se présentent, faire mieux, plus grand et plus vite. Votre vieux T. C. F. y a songé, il a même commencé l'œuvre : il la mènera au bout, si vous lui en donnez les moyens.

Hola ! monsieur l'hôtelier — comme on chante dans *Manon* — que diriez-vous si une association privée se chargeait bénévolement d'organiser la propagande de notre hôtellerie française ou de nos campements nationaux, si elle répandait, dans le monde entier, pour les faire connaître, des prospectus, des brochures, des conférences ? Vous diriez sans doute que les chapeliers et les laitiers français sont d'heureux mortels, qui n'ont qu'à se baisser pour profiter de la publicité gratuite qui leur est faite. Et qu'à y réfléchir un peu, ils seraient les derniers maladroits s'ils ne contribuaient pas eux-mêmes à augmenter cette publicité dont on a pris la peine, en leur faveur, d'organiser les moyens et les cadres.

Voilà tout juste cependant ce que le *Touring-Club* vient de faire, en pleine guerre, pour votre propre industrie.

Car c'est un fait que le T. C. F., que d'anciens accusaient de vieillir et de faire la sieste sur ses lauriers, s'est montré, au cours de la grande tragédie, plus jeune et plus actif que jamais. Des œuvres de guerre, telles que *L'Œuvre du soldat au front* ou la *Journée du 75* ne l'ont pas empêché de poursuivre sa tâche première et de l'amplifier.

C'est pour vous, messieurs les hôteliers — pour vous d'abord, et derrière vous, pour toutes les industries et tous les commerces nationaux — que travaille ce *Comité de propagande touristique à l'étranger* dans lequel ont pris place, avec les dirigeants du T. C. F., des représentants des compagnies de chemin de fer et de navigation, des Syndicats régionaux de l'industrie thermique, et des Syndicats d'hôteliers, des

Chambres de Commerce, etc., Comité qui possède son budget propre et ses moyens d'action particuliers.

C'est pour vous que ce Comité a déjà dressé, joliment illustré et répandu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires en langue anglaise (en attendant les traductions russe, espagnole et portugaise) le *Welcome to France*, un délicieux bréviaire de nos beautés touristiques.

C'est pour vous que ce même Comité, sur l'heureuse initiative de mon confrère Henri Lorin, a mis sur pied une série de vingt conférences (*La France laborieuse et pittoresque*) signées des noms les plus autorisés, Herriot, Mithouard, Charles-Roux, Baillif, Louis Forest, etc., conférences qui circulent sous toutes les langues et dans tous les pays éclairés par l'indiscutable *espéranto* de belles projections ; conférences qui, dès demain, iront chercher l'étranger partout où on peut le saisir, dans ses salles publiques, dans ses hôtels et jusque dans ses bateaux.

C'est pour vous enfin, messieurs les hôteliers, et d'ailleurs avec le concours de vos représentants les plus autorisés, qu'un *Comité de l'hôtellerie française*, créé par le T. C. F. s'efforce de fonder scientifiquement, à l'usage d'un personnel français, cette science délicate et complexe entre toutes de l'hôtellerie parfaite, pierre angulaire du tourisme français d'après-guerre.

Et cela jusque dans ses manifestations en apparence les plus prosaïques. Car vous ne serez pas seulement, messieurs les hôteliers, par votre accueil diplomatique et cordial, par le style de vos hôtels, de vos chambres ou de vos salles, les premiers et incontestables chefs du protocole touristique en qui nous avons confiance pour recevoir la ruée des visiteurs de la paix. Vos omelettes et vos civets (choses qui s'apprennent) peuvent beaucoup pour vous concilier l'admiration esthétique de l'univers. Quel critique d'art a donc écrit qu'« un paysage est un état d'âme » ? Quel sincère philosophe du tourisme ajoutera que, pour les neuf dixièmes des voyageurs, un beau site est surtout une heureuse digestion ?

Concluons. Aussi bien, messieurs les hôteliers, vous me voyez venir. Et pourquoi m'en cacherais-je ? L'heure n'est plus aux insinuations discrètes, aux appels enguirlandés de rhétorique. Laissez-moi vous parler comme vous parlez, n'importe lequel de ces 800.000 Américains que vous attendez.

Voilà vingt-sept ans que le T. C. F. travaille pour vous. Vous lui avez fait confiance : vous avez expérimenté la valeur publicitaire de son panonceau et vous lui avez prodigué vos cent sous par an. C'était peu. Le dévouement de ses dirigeants a fait le reste.

Aujourd'hui, le *Touring* élargit son œuvre. Il vient de vous organiser une publicité mondiale. Quelques subventions officielles lui ont été accordées, à titre d'indication. Elles s'épuiseront. C'est vous tous, individuellement, qui devez alimenter le budget de ce *Comité de propagande à l'étranger*. Arrêtez cette publicité, ce serait limiter vos bénéfices, donc puérilement maladroite.

Que diable ! si un ami personnel s'occupait de vous apporter des affaires, sans même réclamer la petite commission d'usage, vous auriez au moins, j'imagine, la décence de lui payer ses taxis et ses frais de bureau.

Georges Rozet

Gazette alimentaire

Après la suppression

de la taxe du beurre

S'il était besoin de démontrer les avantages quasi inexplicables, d'ailleurs, de la suppression de la taxe, nous les trouverions dans les chiffres des arrivages de beurre aux Halles, depuis que la taxe n'existe plus.

Le 28 avril, il arrivait aux Halles 8.234 kilos de beurre ; le 30, 7.000 kilos ; le 1^{er} mai — la taxe étant supprimée du jour même — 8.320 kilos ; le 3, 14.698 kilos ; le 5, 22.002 kilos ; le 7, 32.157 kilos.

Notons que, lorsque la crise du beurre était dans toute son acuité, on nous disait, pour nous consoler : « La nourriture des bestiaux est difficile ; de grandes usines de fabrication de beurre sont fermées faute de charbon. »

Il est vraiment bizarre que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets dès que la taxe n'existe plus, et le public a quelque difficulté à le comprendre.

La question des Gâteaux

C'est le 10 mai que les gâteaux seront interdits, du moins nous sommes autorisés à le croire, si aucune nouvelle circulaire de M. Viollette n'intervient. Il sera bon de préciser avec une exactitude soignée ce qu'on appelle gâteaux, et de surveiller, avec un soin que l'on n'a pas pris jusqu'à présent, les cafés et les maisons de thé, qui tournent habituellement la loi avec une désinvolture que nous avons maintes fois signalée ici.

D'autre part, il est à craindre — et ce sont là des répercussions inévitables — que la suppression des gâteaux n'entraîne une augmentation considérable dans la consommation du lait, des œufs, du sucre, qui entreraient dans la composition des « remplaçants » de la pâtisserie interdite.

Si l'on veut réaliser des économies, il faut que le décret du ministre soit complet. Et, jusqu'à ce jour, nous n'en connaissons pas un qui ait eu cette qualité.

La main-d'œuvre agricole scolaire

Les cultivateurs se défient trop souvent des jeunes gens des villes qui offrent leurs services pour les travaux des champs, et le service de la main-d'œuvre scolaire au ministère de l'Agriculture fait très justement tous ses efforts pour faire disparaître ces préventions. Il nous communique aujourd'hui une attestation d'un agriculteur de la Manche qui décerne à un jeune Parisien, élève de mathématiques spéciales au collège Sainte-Barbe, les meilleurs éloges.

Il est évident que les jeunes citadins qui ont de la bonne volonté s'appliquent à leur ouvrage avec un soin d'autant plus minutieux qu'ils ont à cœur de montrer aux paysans ce dont ils sont capables.

Il serait donc à souhaiter que les excellentes intentions de notre jeunesse scolaire fussent récompensées comme elles le méritent.

Crainquebille

CITATIONS

Notre confrère le sous-lieutenant Charles Fabre, de l'Ecole d'aviation de Tours, vient de recevoir la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Parti, au début de la guerre, comme sous-officier, il fut grièvement blessé en Argonne et cité à l'ordre du jour de l'armée, ce qui lui valut la croix de guerre avec palmes. Rendu inapte au service armé par sa blessure, il fut nommé officier d'académie à l'Ecole d'aviation de Tours.

Tableau spécial de la Légion d'honneur (chevalier) :

« Paul (Charles), médecin-major de 2^e classe, médecin-chef du centre médico-légal d'un groupe d'armées. »

« Médecin de haute valeur qui a toujours montré un courage exemplaire, une activité,

et un dévouement inlassables. A rendu aux armées des services exceptionnels, particulièrement dans l'organisation des mesures de protection contre les gaz asphyxiants. A déjà été cité. »

Le docteur Charles Paul n'est autre que le distingué praticien qui assume au Palais les délicates fonctions de médecin légiste.

Le 16 avril 1917, le 23^e régiment d'infanterie, sous le commandement du lieutenant-colonel Brindel, enleva avec un entrain admirable une position puissamment fortifiée ; puis, avec un esprit de manœuvre remarquable, franchit un canal sous un feu violent, enleva une partie de village fortement organisé, et atteignit, en peu de temps, sous un violent bombardement, tout l'objectif qui lui était assigné, capturant plus de 900 prisonniers, dont 30 officiers, 2 canons, 19 mitrailleuses, 7 minenwerfer et un matériel considérable. (Décision du général commandant en chef du 29 avril 1917.)

Capitaine Jean Regnault (promotion croix au drapeau), commandant la 1^{re} compagnie de mitrailleuses du 1^{er} R. M. A.

S'est particulièrement distingué devant Monastir en enlevant puis en conservant une position que l'ennemi cherchait à reprendre coûte que coûte. Véritable entraînement d'hommes. A déjà trois citations. A reçu deux blessures.

Le capitaine Jean Regnault a 23 ans et vient d'être fait chevalier de la Légion d'honneur.

Notez ceci :

Au profit du Comité d'appui des Réfugiés de professions libérales, 17, avenue Duquesne, jeudi 10 mai, à trois heures, salle de l'Etoile, 17, rue de Chateaubriand, conférence de M. Jean-Gabriel Lemoine sur « Le Péri germanique aux Etats-Unis », suivie d'une heure de musique avec le concours de Mme Auguez de Montalant et de Miles Huard, pianiste ; Lechal, violoniste ; Thibout, violoncelle ; Auguez, harpiste.

L'affaire de l'aviateur Navarre

M. Bouchardon, continuant son instruction, a entendu, hier, l'agent Leduc, la principale victime de Navarre. Il a expliqué comment la torpède, après un virage à angle droit, au coin de la rue d'Aboukir et de la place des Victoires, fonça droit sur son compagnon et lui. Renversé, il s'évanouit sous les roues.

Le gardien de nuit des voitures, M. Caron, qui releva l'agent blessé, a confirmé sa déclaration.

A l'Hôtel de Ville

Les marchands de charbon et la circulaire Viollette

M. Adrien Mithouard, président du conseil municipal, a reçu, hier, un certain nombre de grands marchands de charbons qui lui ont présenté diverses objections à l'application de la circulaire de M. Viollette relative aux conditions d'approvisionnement de Paris en combustible. Ils ont notamment fait observer qu'il était impossible de détailler les livraisons de cinquante kilos par semaine et par foyer. Ils voudraient qu'il fut permis de grouper en une seule livraison la quantité correspondante à celle de quatre ou six semaines. Le tout dépendrait des moyens dont les commerçants disposent tant en combustible qu'en transports.

Les délégués ont, en outre, attiré l'attention du président du conseil municipal sur la nécessité de supprimer la taxe de réquisition fixée l'année dernière, qui est de près de cent pour cent inférieure au prix d'achat payé par les marchands.

Enfin, la délégation a indiqué à M. Mithouard l'intérêt qu'il y aurait à savoir, le plus tôt possible, si les livraisons destinées à approvisionner les immeubles chauffés sont autorisées.

2.000 lits pour les militaires réformés tuberculeux

MM. Henri Rousselle et Louis Danset, accompagnés de plusieurs fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et de l'Assistance publique, sont allés, hier, visiter les baraquements installés dans les espaces libres des hôpitaux Laennec, la Salpêtrière et La Rochefoucauld où seront recueillis les soldats réformés tuberculeux du département de la Seine. Deux mille lits vont pouvoir, d'ores et déjà, y être installés.

Les Spectacles

Bienfaisance. — L'Œuvre des Frères et Sœurs de Guette organise pour le dimanche 13 mai prochain, à la Sorbonne, une grande matinée patriotique, sous la présidence d'honneur de M. Sharp, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, et sous sa présidence effective de M. Louis Nail, sous-secrétaire d'Etat. Allocution de M. Henri Robert, bâtonnier de l'Ordre des avocats. Concours de nombreux artistes de l'Opéra, de la Comédie-Française, de l'Opéra-Comique, avec le corps de ballet dans le *Diversissement de Lakmé*. Musique de la garde républicaine, etc. Prix des places : 3 fr., 2 fr., 1 fr. Location : à la Sorbonne (concierge) ; chez Durand : au siège de l'œuvre, 9, rue Laflèche ; et agences : avenue d'opéra.

THEATRES

Ge soir :
COMEDIE-FRANCAISE. — 7 h. 45. — Le Demi-Monde.
ODON. — 8 h. — Le Ruisseau.
GYMNAS. — 8 h. 45. — La Volonté de l'Homme.
VARIETES. — 8 h. 15. — Un coup de Téléphone.
PORTE-SAINT-MARTIN. — 8 h. — La Flambee.
AMBIGU. — 8 h. 30. — Lili.
GATTE-LYRIQUE. — 8 h. — La Poupée.
ATHENES. — 8 h. 30. — La Danse du Cinéma.
SAINT-BERNARD. — 8 h. — Les nouveaux riches.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Madame et son filleul.
RENAISSANCE. — 8 h. — Le Minaret.
BOUFFES. — 8 h. 30. — Le Scandale de Monte-Carlo.
CAPUCINES. — 8 h. 45. — Camp l'on. Aux Capucines !
FEMINA. — 8 h. 45. — Femina-Revue.
SCALA. — 8 h. — Le Billet de Logement.
EDOUARD-VII. — 8 h. 45. — La Folle Nuit.
THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30. — Le Petit Pacha.
DEJAZET. — 8 h. — La Puce à l'Oreille.
THEATRE IMPERIAL. — 8 h. 45. — A la Papa.

GRAND-GUIGNOL 8 h. 30. Les nuits de la Sorbonne.
Le Perchoir 8 h. 30. Les nuits de la Sorbonne.
LA PIE QUI CHANTE 159, rue Montmartre, 8 h. 45. 1917 ? Qui. Lile de Landy, Libeau.

MUSIC HALLS ET CONCERTS

FOLIES-BERGERE 8 h. 30. La Revue des Folies-Bergeres. Samedi et dimanche.
OLYMPIA 8 h. 30. Spect. de music hall : 20 vedettes et attractions. Vendredi et dimanche.
CIGALE 8 h. 30. La Revue des Blondes. Tous les soirs. Jeudi et dimanche, matinées et soirées.
MAYOL 8 h. 30. Polaire, Polin, Marjail, Nibor et 20 artistes.
GAITE-ROCHEBOUQUET 8 h. 30. Casson de sucre, revue.
CHEZSENGA 8 h. 30. La divette Nine Pinson, Orlavia, Prince Joseph. 15 art. et attr.
ELDORADO. — 8 h. 59. — Dranem.

CINEMAS

GAUMONT-PALACE Relache.
ELECTRIC-PALACE 5, bd des Italiens. Trop de femmes pour un garçon, vaudeville.
OMNIA-PATHE Echos du Roi ; Max entre deux feux ; actualités.
VAUDEVILLE Tous les jours, à 2 h. 15 et 4 h. 15 : sam. et dim., soirées ; loc. 4 h. 02.
AUBERT-PALACE 24, bd des Italiens. Les Marins de France ; Mabel et Fatig, etc.
TIVOLI-CINEMA La Chevauchée de la Grande Boue ; De Solosais à Reims ; Tivoli Jal.

A l'Académie des Sciences

Election de l'amiral Fournier

La mission américaine de recherches scientifiques assistait hier à la séance de l'Académie des sciences. La bienvenue lui a été souhaitée par le président, M. d'Arsonval, qui lui a dit que, grâce aux éminents savants dont elle est composée, « nous pourrions plus facilement nous débarrasser des sauvages qui souillent notre sol ».

L'Académie a procédé ensuite à l'élection d'un membre titulaire dans la section de géographie, en remplacement de M. Guyon, décédé.

L'amiral Fournier a été élu au troisième tour, par 25 voix contre 22 accordées à l'amiral Perrin.

Le nouvel académicien, qui commandait en chef la flotte de la Méditerranée il y a une dizaine d'années, est l'auteur d'un livre qui fit sensation lorsqu'il parut, en 1910, et qui a pour titre : *La Politique navale*. L'auteur y démontrait l'importance que prendrait la guerre sous-marine et la nécessité d'avoir un grand nombre de sous-marins.



POUR LES MUTILES ET RÉFORMÉS

L'ECOLE UNIVERSELLE par correspondance, rue CHARLES PASTEUR, adresse aux lecteurs du *Journal*, contre 4 fr. 65 et mandat en timbres, l'ANNUAIRE CARIS (livre des Candidats et Candidates aux Emplois Administratifs), un fort volume de 1056 pages avec supplément concernant spécialement les fonctions publiques réservées aux mutilés et réformés.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE

Mardi 8 mai 1917

N° 39.

VIVRE POUR LA PATRIE



par MAURICE LEVEL

XIII

(Suite)

Mirondot allait répliquer ; un nuage de poussière s'éleva et détourna son attention : Marot-Pissier arrivait en automobile suivi de Malicart dans son double phaéton type sport. Comme il n'était que cinq heures moins cinq, ces messieurs attendaient. Tout de suite, et sans que personne l'eût sollicité, Malicart donna son opinion d'un ton tranchant et grave :

— Je trouve juste et légitime qu'on ait nommé un commandant d'armes. De regrettables abus se sont produits ici, et il était indispensable d'y mettre un terme. Certains persistent à croire qu'ils ont tout fait, ayant fait strictement leur service. Notre devoir est plus élevé ; chacun de nos actes doit être un exemple, un enseignement. Nous devons être plus qu'impeccables, et pour ma part je ne vois pas sans tristesse des officiers s'attabler, comme en temps de paix, à la terrasse des cafés. Notre temps, comme notre personne, appartient au pays. Soyons nos propres juges, des juges inflexibles, si nous ne voulons pas être frappés comme l'Eternel frappa les hommes sans pitié.

Lamberty allait protester quand Malicart héla son chauffeur, un jeune homme de Maruchon, mobilisé en qualité d'infirmier et qui, se trouvant posséder une automobile, l'avait mise au service de la France, en la personne du médecin-chef du 91.

— Passez donc à la villa des Glycines, vous savez, là où nous sommes allés ce matin, et dites que j'y serai dans un quart d'heure, vingt minutes.

Il se retourna ensuite vers les médecins :

— Nous avons une haute mission à remplir, mission d'abnégation, mission de...

— Messieurs, il est cinq heures, annonça Marot-Pissier. Et tous entrèrent.

Le commandant d'armes les attendait dans son bureau.

Mirondot éprouva un regret de n'avoir pas conservé sa tenue neuve, car celle du commandant d'armes était d'un bleu plus tendre encore. Vareuse, culotte, képi, bandes molletières, tout était bleu ; on eût dit le costume d'un enfant de la Vierge.

Mais le visage sévère du capitaine corrigeait la douceur de sa mise.

Ce vieillard imposait d'abord le respect. Une barbe rude et presque blanche encadrait son visage immobile, et l'on n'aurait su dire si le regard de ses yeux ternes s'offusquait plus de la lumière ou de la curiosité des assistants. Mais son coupe-papier tenu la lame haute accentuait l'énergie de son accueil, bien qu'un tremblement de sa main trahit quelque émotion ou la débilité de ses muscles relâchés par l'âge.

Ce n'était pas à la légère que l'on avait choisi cet homme pour faire régner à Maruchon la discipline. Evidemment, maints officiers blessés de guerre, plus jeunes et plus au courant que lui des besoins d'une armée moderne s'étaient offerts pour assumer cette charge, mais il faudrait être doué d'un esprit bien superficiel pour ne pas comprendre que les postes sédentaires sont faits, moins pour des mutilés de la guerre présente que pour de vieux et loyaux serviteurs auxquels ils apportent, avec un traitement honorable, un dernier rayon de gloire, et l'ultime chaleur des étés de la Saint-Martin. Et

puis, le capitaine Roupiat était plus jeune peut-être qu'il n'y paraissait, et, en admettant que ce fût le contraire, le choix ne se trouvait pas moins excellent, puisque, en cas de besoin, dans cette garnison composée uniquement ou presque de médecins, il pouvait être secouru à toute heure. C'est du moins ainsi que les assistants — exception faite de Marot-Pissier, résolument étranger aux choses de la médecine — interprétaient la nomination.

En outre, le fait qu'il avait servi trente-cinq ans plus tôt et peu de temps dans des fonctions subalternes le garantissait contre le soupçon d'idées préconçues. N'ayant rien à oublier, il allait pouvoir tout apprendre.

On attendait beaucoup de cette première entrevue : elle donna peu. Le commandant d'armes se ressentait encore des fatigues du voyage, et, suivant en cela les traditions militaires, il était moins l'homme des discours que des actes. Il assura en un sobre langage, et d'une voix que l'instabilité d'un dentier mal ajusté rendait pâteuse. Il insista spécialement sur le port du sabre qu'il jugeait indispensable, et sur le fait que toutes les permissions devaient être visées par lui, affirmant ainsi sa suprématie définitive. Il avait déjà pris quelques mesures radicales et tint à en informer « Messieurs les médecins », ceci en réponse à une question que Marot-Pissier venait de poser au nom de « Messieurs les officiers ». Mirondot sentit la nuance et se mor-

dit les lèvres. Par ailleurs, pour prouver l'excellence de ses intentions, il tint ces messieurs au moment où ils allaient gagner la porte :

— Un mot encore. J'ai été informé qu'une tournée de Paris viendrait donner à Maruchon une représentation de *Cyrano de Bergerac* : vous pouvez y assister.

Ils sortirent. Sur la poussière de l'avenue, le soleil leur sembla moins éblouissant, le ciel moins calme, et ils se regardèrent en silence.

Marot-Pissier, avec la vision d'une vie nouvelle toute parsemée de difficultés et d'embûches ; Cascarat geignant à des permissions refusées. Lamberty soupsa son sabre, et son sabre lui parut plus lourd encore qu'en arrivant. Les autres baissaient la tête. Pahivate résuma la pensée unanime :

— On va rigoler !...

Mirondot jugeait cette réception à peine courtoise et contraire aux traditions de la camaraderie entre officiers. Il en prit à témoin Malicart, mais Malicart, occupé à lire une lettre dans laquelle on l'informait que sa dernière villa venait d'être louée pour six mois, ne répondit pas immédiatement. Ensuite cette nouvelle amena sur ses lèvres sévères un sourire, et, tout en jetant l'adresse d'un malade à son chauffeur, il dit d'une voix grave et d'un accent pénétré :

— Je trouve les choses fort bien ainsi.

(A suivre)

Dépêches de la nuit

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

UNE SÉANCE MOUVEMENTÉE AU REICHSTAG

Les menaces du général Famine

Dés débats particulièrement mouvementés et qui revêtirent souvent un caractère de violence sans précédent ont eu lieu, selon les Dernières Nouvelles de Munich, samedi, au Reichstag. M. Helfferich, faisant fonctions de vice-chancelier, répondit aux déclarations de M. Cohn, socialiste minoritaire. M. Cohn avait déclaré que l'opinion publique allemande n'avait pas été éclairée sur l'importance des deux plus grands événements de la guerre : la bataille de la Marne et la guerre navale illimitée.

M. Helfferich se montra très violent, accusant la minorité socialiste de fomenter la grève et la révolution dans le pays.

Le général Groener, chef de l'office de guerre, vint ensuite affirmer que les autorités étaient décidées à recourir aux mesures les plus énergiques pour empêcher les grèves et conclut sur un ton menaçant :

Nous ne ferons plus de proclamation ! Les milliers de feuillets volants écartés dans les usines de guerre ; elles manqueront leur but, vous pouvez en être sûrs !

M. Cohn répliqua et motiva le refus de la fraction socialiste minoritaire de voter les crédits de guerre. Il ajouta :

Nos soldats ne combattent pas pour le salut du peuple et le bien de la patrie, mais pour les victimes malheureuses d'une fausse politique. La politique du général Groener à l'égard des ouvriers amènera des catastrophes. Le général « Famine » est encore plus fort que le général « Hiver ».

Le député du centre Stürmer est intervenu pour déclarer que les soldats allemands n'ont pas le droit de se plaindre librement lorsqu'ils sont maltraités. En conséquence, un grand nombre de cas où les chefs exercent leurs cruautés demeurent cachés parce que les soldats craignent d'en parler aux officiers.

Le député progressiste Müller, après s'être élevé également contre la limitation pour le soldat du « droit de plainte » s'exprime ainsi :

On se plaint beaucoup dans le peuple allemand que la croix de fer ait été accordée à un grand nombre de personnes qui ne combattent pas au front et qui sont toujours restées loin derrière la ligne de feu.

Ces paroles soulèvent l'indignité sur les bancs des députés de gauche, qui crient : « Bethmann-Hollweg ! Bethmann-Hollweg ! », tandis que ceux de l'extrême gauche crient : « Le kaiser ! ». On se souvient, en effet, que M. de Bethmann-Hollweg reçut la croix de fer il y a un an, et que le kaiser lui avait remis la décoration d'accepter la même décoration il y a quelques mois.

M. Müller demande ensuite que les soldats âgés de plus de 45 ans soient retirés de la ligne de feu. Répondant à cette dernière proposition, le colonel Vrisberg, qui représente le ministre de la guerre, a répondu : « Nous avons déjà mis ce projet à exécution et nous continuons à le faire. Tous les hommes âgés de plus de 45 ans sont ramenés à l'arrière. »

La réforme constitutionnelle

Le comité constitutionnel du Reichstag a adopté, malgré l'opposition des conservateurs, la proposition des nationaux-libéraux.

raux catholiques et des radicaux-libéraux, d'après laquelle la contre-signature du chancelier et du secrétaire d'Etat à la marine doit être adjointe à la nomination des officiers et des fonctionnaires de la marine, ainsi que la contre-signature du ministre de la guerre pour la nomination des officiers et des fonctionnaires de l'armée.

Il a adopté également une modification à l'article 27 de la Constitution d'après laquelle le Reichstag a le droit d'examiner la validité de l'élection de ses membres, de décider à ce sujet et de demander les renseignements nécessaires au gouvernement.

Les conditions de paix

Une grande réunion de protestation contre les idées socialistes sur les conditions de la paix a adopté une résolution disant qu'une paix sans indemnités et sans accroissement de puissance serait pour l'Allemagne une défaite irrémédiable et une misère perpétuelle.

Importante conférence

Le comité des relations extérieures du Conseil fédéral allemand se réunira aujourd'hui à Berlin.

Le comte Hertling, premier ministre de Bavière, de retour de Vienne, où il a tenu de longues conférences, sera mis à la tête du comité.

Le chancelier passera en revue, avec le comité, la situation extérieure et fera connaître les vues du gouvernement.

Le comte Bernstorff au G. Q. G.

Le comte Bernstorff qui était revenu de Washington le 30 mars, après vingt-six jours de voyage, s'est rendu au grand quartier général mardi, et a été reçu par l'empereur mercredi.

Le comte Bernstorff a fait à l'empereur un rapport verbal sur la situation. Depuis son retour, l'ambassadeur s'est manifesté comme un chaud partisan des réformes politiques intérieures et d'un système de gouvernement se rapprochant davantage du parlementarisme.

LA GUERRE SOUS-MARINE

"Verdun" et "Marne" torpillés

Le 4 mai, dans la matinée, plusieurs bateaux français et espagnols, parmi lesquels deux chaloupes à vapeur du port de Saint-Jean-de-Luz, Verdun et Marne, étaient en train de pêcher à une vingtaine de milles au nord-ouest de Saint-Sébastien, lorsque se produisit soudainement l'attaque d'un sous-marin.

Canoné aussitôt par les pièces de petit calibre dont Verdun et Marne étaient armées, le sous-marin fut obligé de plonger, mais il repartit à distance, et le feu reprit de part et d'autre.

Ce n'est qu'après plus d'une heure d'un combat inégal que Verdun et Marne finirent par sombrer. On est sans nouvelles de sept des vaillants marins qui les montaient.

D'après les renseignements parvenus jusqu'ici, deux bateaux espagnols furent également coulés, et il y aurait des tués et blessés parmi leurs équipages.

Les chaloupes Marne et Verdun ont été citées à l'ordre de l'armée par le ministre de la marine.

décidés à participer de toutes nos forces à cette œuvre d'intérêt national, nous sommes convaincus que votre concours ne nous fera pas défaut lorsque la réalisation successive de notre programme rendra nécessaire l'élargissement de la base de votre Société.

Les progrès continus de notre succursale de Lyon nous ont engagés à étendre notre action dans l'industrielle région du Sud-Est.

Nous avons ouvert à Saint-Etienne et à Vienne (Isère) des succursales dont les premiers résultats dépassent nos espérances.

Nous installerons très prochainement un bureau à Saint-Fons et une succursale à Tarare. Enfin, nous nous ouvrons à Paris un premier bureau de quartier qui nous rapprochera d'une clientèle intéressante.

Nous avons, en effet, été assez heureux pour acquérir, au n° 168 de l'avenue Victor-Hugo, une installation de banque confortable et toute moderne. Notre service de gestion de coffres-forts et de conservation des titres répond à toutes les exigences et sera certainement apprécié de la clientèle spéciale à laquelle il est destiné.

Nous croyons avoir résolu de la façon la plus complète l'importante question de l'installation matérielle de la Banque Nationale de Crédit à Paris.

Tout en conservant notre installation actuelle du n° 20 de la rue Le Peletier, nous avons loué la très grande partie des sous-sols, du rez-de-chaussée, de l'entresol et du premier étage des n° 1 et 3, rue Le Peletier et 16, boulevard des Italiens, en vue d'un agrandissement indispensable de nos services.

Par décision de votre Conseil d'administration, le siège social et l'administration centrale de votre Société sont d'ores et déjà transportés au premier étage de ces immeubles.

Nous avons ensuite obtenu une promesse de vente réalisable à assez court terme sur la totalité desdits immeubles.

Enfin, nous nous sommes assurés, au fur et à mesure de nos besoins, la possession des différents parcs des immeubles 2, 4, 6, rue Lafitte et 18 bis, boulevard des Italiens.

En résumé, après le placement projeté du boulevard Haussmann, nous aurons à notre disposition un îlot de 2.400 mètres carrés environ, contourné par le boulevard des Italiens, la rue Lafitte, le boulevard Haussmann et la rue Le Peletier.

Notre personnel, à tous les degrés, dont la tâche a été rendue lourde et ardue par les événements, a fait preuve d'un infatigable dévouement, et c'est un devoir pour nous de lui adresser ici nos remerciements et nos félicitations.

Nous associons à nos sentiments de sympathie notre personnel mobilisé, qui remplit son devoir patriotique, et nous envoyons un souvenir ému à la mémoire de ceux de nos collaborateurs qui sont morts pour la Patrie.

Nous avons maintenu, à l'égard de notre personnel mobilisé, les mesures libérales que vous connaissez et que nous considérons comme un devoir de solidarité. Les allocations payées au cours de l'exercice et passées par frais généraux ont atteint 611.019 francs.

D'un exercice à l'autre, le total de notre bilan a passé de 386.755.826 fr. 05 à 502.763.164 fr. 85.

L'AMÉRIQUE ET LA GUERRE

Le voyage triomphal de la mission française

Kansas-City, 7 mai. — La mission française est arrivée à Kansas-City où elle a reçu un accueil triomphal. Des filettes en toilettes tricolores et les élèves des écoles alignés comme des soldats faisaient la haie. Une femme inconnue est sortie de la foule et a remis au maréchal Joffre une enveloppe contenant cinquante dollars pour les soldats français, puis elle a disparu.

Une gigantesque réunion publique à laquelle assistaient vingt-cinq mille personnes, appartenant à toutes les classes de la société, a eu lieu à 11 heures du matin. Les mères portaient dans leurs bras leurs enfants habillés aux couleurs françaises. Une ovation frénétique, qui se prolongea pendant quinze minutes, acclama les envoyés de la France quand ils firent leur entrée.

Le maire offrit à M. Viviani un écorin contenant une plaque en or attribuant le droit de cité à la mission française. M. Viviani l'embrassa au milieu d'un tonnerre d'applaudissements joyeux. Puis M. Viviani remercia les autorités de leur accueil et constata l'union sacrée qui règne ici dans tous les partis et tous les cultes.

Le maréchal Joffre a apporté le salut de l'armée française.

L'armée de Roosevelt

Washington, 7 mai. — Deux cent mille hommes, appartenant à tous les Etats de l'Union, ont offert leurs services pour venir en France sous le commandement de M. Roosevelt.

Une offre d'un million de dollars est également parvenue d'un Etat du Sud pour aider aux frais du corps expéditionnaire et d'autres offres d'argent, d'une importance beaucoup plus considérable, affluent de tous côtés.

Mesures contre les sous-marins

New-York, 6 mai. — Le président du conseil consultatif naval américain a annoncé que le conseil avait envoyé à Washington les projets d'un plan pour combattre efficacement les sous-marins et a ajouté que de nombreuses expériences faites sur les côtes de l'Atlantique ont donné des résultats pleinement satisfaisants et qui permettent au conseil de croire qu'une solution heureuse pourra être obtenue.

La Bolivie et l'Allemagne

Amsterdam, 7 mai. — Suivant le Lokal Anzeiger, la Bolivie a informé le ministre allemand des affaires étrangères, par l'intermédiaire du consul général de Bolivie à Hambourg, qu'elle avait rompu les relations diplomatiques entre les deux pays.

La Bolivie n'a pas de représentant direct à Berlin ; le consul général de Bolivie à Hambourg réside aujourd'hui en Suisse.

L'ANNIVERSAIRE DU KRONPRINZ

Un télégramme du kaiser

On mande de Berlin. — Félicitant le kronprinz à l'occasion de son anniversaire, l'empereur lui a dit notamment :

Cet anniversaire tombe cette année dans une période grave et décisive, mais les fronts allemands tiendront contre toutes les attaques de nos ennemis.

Je demande à Dieu d'accorder à la patrie, pendant cette nouvelle année de vie du kronprinz, la victoire complète et la paix bienfaisante.

Les principales augmentations portent sur les chapitres suivants :

Comptes créditeurs et comptes de dé.	1916	1915
Pôt.	Fr. 319.538.773 03	211.250.983 63
Cheques à payer...	9.473.786 41	5.332.701 93
Acceptés. à payer	28.674.310 64	24.466.305 12

Caisse et Banque de France	1916	1915
Bons de la Défense Nationale	91.911.600	52.050.200
Banques et Banquiers	31.305.635 58	28.373.711 27
Portefeuille Effets	117.760.859 10	78.556.420 18
Avances sur garanties	53.692.936 76	44.166.926 63
Comptes courants débiteurs	61.237.889 57	55.293.178 40

La très grande partie de nos avances sur garanties et de nos Comptes courants débiteurs est postérieure à la guerre ou dégage du moratorium, et, par conséquent, de réalisation facile.

Nos acceptations sont également de création courante, puisque, à l'exception d'un petit montant concernant nos succursales de Roubaix-Tourcoing, nos acceptations anciennes sont depuis deux ans retirées.

Les bénéfices de l'année, en augmentation de 1.069.878 fr. 38 sur ceux de l'exercice 1915, ont été de 5.832.051 74 dont nous déduisons tout d'abord :

part revenant à l'Etat, en vertu de la loi sur les bénéfices de guerre.	5.832.051 74
Reste	5.832.051 74
auxquels il convient d'ajouter	460.597 43
report de l'exercice précédent.	5.371.454 31
Total	Fr. 6.154.552 66

donc nous vous proposons la répartition suivante :

Fr. 1.000.000	1 ^{re} dividende de 4 0/0 au capital-actions ;
1.635.884 33	aux parts de fondateur, 35 0/0 sur 4.673.955 fr. 23 c. (soit brut, 10.905.88 par part) ;
467.395 52	au Conseil d'administration, 10 0/0 sur 4.673.955 fr. 23 c. ;
1.500.000	2 ^e dividende de 6 0/0 au capital-actions ;
1.551.272 81	à reporter à nouveau.

Fr. 6.154.552 66 Total égal.

Nos Réserves, Provisions et Report de Profits et Pertes atteignent ainsi 28.257.413 fr. 70.

Si vous adoptez nos propositions, le paiement du dividende aux actions et aux parts de fondateur aurait lieu, à partir du 2 mai, aux caisses de la Société sous déduction des impôts, soit net :

Fr. 11 875 pour les actions ;
Fr. 10 3606 pour les parts de fondateur nominatives ;
Fr. 10 2106 pour les parts de fondateur au porteur, contre coupon n° 3.

Vous avez à procéder à la nomination de vos Commissaires pour l'exercice 1917. Comme vous le savez, MM. Henry Lederlin et Edmond Odier sont rééligibles.

Les opérations militaires

FRONT ITALIEN

Commandement suprême, 7 mai. — Dans le val de Sugana, un bombardement intense de l'ennemi a été arrêté dans la soirée du 5, par la prompt intervention de notre artillerie.

Sur le front du Trentin, la pluie et le brouillard ont entravé les actions de l'artillerie au cours de la journée du 6. Par contre, sur le front des Alpes Juliennes, l'artillerie ennemie de tous calibres a été assez active, depuis le secteur de Nava jusqu'à la mer. Notre artillerie a riposté avec vigueur et efficacité.

Au cours d'escarmouches entre patrouilles, nous avons fait quelques prisonniers.

ARMÉE D'ORIENT

Communiqué du 6 mai. — Actions d'artillerie sur tout le front.

Une attaque menée le 5 mai par des contingents français et vénéziens dans la région de Ljumnica nous a permis d'occuper les avancées ennemies sur un front de cinq kilomètres.

Une contre-attaque bulgare pour reprendre les positions perdues a été repoussée le 6 par un régiment vénéziens qui a fait quelques prisonniers.

Dans ces deux actions, les troupes vénéziennes se sont brillamment comportées.

FRONT RUSSE

Communiqué russe du 7 mai. — Dans la direction de Kovel, région de Koukhar-Velitzk et dans la direction de Vladimir-Volynsky, l'adversaire a déclenché un violent feu d'artillerie contre nos tranchées.

Dans la direction de Zolochyevsk, région de Kabanovitz, l'ennemi a pris l'offensive au cours de la nuit du 6 mai ; ses troupes s'approchèrent de nos réseaux de fils de fer, mais sous le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses, elles se replèrent dans leurs tranchées de départ.

Sur le reste du front, fusillade et reconnaissances d'éclaireurs habituelles.

Sur les fronts roumain et du Caucase, fusillade et actions d'éclaireurs.

RÉFORMES POLITIQUES ET AGRAIRES en Roumanie

Le Bureau de la Presse Roumaine nous communique la dépêche suivante de la part du Gouvernement roumain :

Les Chambres constituantes roumaines sont convoquées pour le 4/7 mai afin de voter les principes de la révision constitutionnelle dont voici l'essentiel : La Chambre des Députés sera désormais élue par le suffrage universel et direct avec scrutin secret et représentation proportionnelle. Le nombre des électeurs passera ainsi de 180.000 à plus de 1.200.000. Le Sénat sera composé de sénateurs élus et de sénateurs de droit. Le mode d'élection du Sénat n'est pas encore décidé ; mais ce ne sera ni le même collège que celui de la Chambre ni les mêmes sénateurs. Tous les fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes deviendront stables et entièrement soustraits à l'arbitraire gouvernemental. Leur nomination et leur avancement seront également en dehors de l'influence des partis. Ainsi le système du partage des dépouilles disparaîtra.

Dans la question agraire, 2.300.000 hectares de terrain cultivable seront mis à la disposition de la propriété paysanne. 2.000.000 d'hectares seront pris par expropriation à la propriété privée dépassant 100 hectares par une échelle progressive à l'étendue de chaque terre. 300.000 hectares représentent les domaines de l'Etat, des personnes morales et de la Couronne ; le roi lui-même a demandé le sacrifice du domaine de la Couronne. L'indemnité due aux propriétaires sera fixée par la justice et ils seront payés en obligations garanties par l'Etat et portant 5 0/0 d'intérêt pour les derniers 200.000 hectares, il y aura un supplément de prix de 10 0/0 payable en argent par l'Etat.

Pour bien comprendre la portée de la réforme, il faut savoir qu'à présent, du terrain cultivable du royaume, les paysans ont en leur propriété 53 0/0 de l'étendue totale et que, par les nouvelles mesures, ils auront 85 0/0 ; ce qui est une des proportions les plus importantes qui existent dans n'importe quel pays. Ces réformes sont proposées d'accord par les deux partis qui composent aujourd'hui le Gouvernement.

Une manifestation patriotique des travaillistes anglais

Londres, 7 mai. — On annonce qu'une grande manifestation patriotique organisée par la Ligue nationale des travailleurs britanniques aura lieu le 27 mai prochain, pour commémorer l'entrée en guerre des Etats-Unis et la révolution russe.

Des discours seront prononcés dans Hyde Park par divers orateurs appartenant aux nations alliées. Après la cérémonie, les manifestants se rendront en cortège à l'ambassade de France.

3, RUE TAITBOUR
TELEPH. 607.14-50
GUT. 14-50

MAXIMA
ACHÈTE AU
MAXIMUM
BIJOUX. ANTIQUITÉS. AUTOS. OBJETS D'ART, ETC.

Rhume de cerveau
GOMENOL-RHINO
Dans toutes les bonnes pharmacies : 2,50 et 17, rue Ambroise-Thomas, Paris, contre 2,75 (impôt en sus).

PASSE-TEMPS DU POILU OUVRIER
Sur la Médecine, l'Hygiène, la Beauté, Magnétisme, Sciences occultes, Agriculture, Commerce, etc. Envoi gratuit de Catalogue à toute demande. Rue Lavoisier, 8, rue Renault, Paris (XI^e).

CH. HEUDEBERT
PRODUITS ALIMENTAIRES et de RÉGIME
EN VENTE : Maisons d'Alimentation. Envoi BROCHURES sur demande : Usines de NANTERRE (Seine).

AUTOUR DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un Comité exécutif vient d'être constitué

Pétrograd, 7 mai. — Il a été décidé qu'un Comité exécutif analogue au Comité de guerre qui fonctionne chez les gouvernements alliés serait constitué au sein du gouvernement provisoire pour s'occuper à la fois des questions militaires et de la politique extérieure. Cette décision a fait, entre le gouvernement et le Comité exécutif du conseil des délégués ouvriers et soldats, l'objet d'un accord qu'il a ratifié ensuite en assemblée plénière par 1.875 voix contre 125.

Ni annexions, ni indemnités

Le comité des délégués ouvriers et militaires communique à la presse une note dans laquelle après avoir analysé les événements qui se passeront à Pétrograd dans la nuit du 4 mai, il félicite la démocratie révolutionnaire dont les meetings, les résolutions et les manifestations ont attesté son attention intense à l'égard des questions de politique étrangère et son inquiétude que cette politique ne devienne vers l'impérialisme usurpateur du vieux régime.

Les protestations unanimes des ouvriers et soldats de Pétrograd, ajoute-t-il, ont montré au gouvernement provisoire et à tous les peuples de l'univers que jamais la démocratie révolutionnaire de Russie ne consentira à la solution des problèmes actuels par les procédés de la politique extérieure de l'époque des tsars et que son effort est et restera une lutte implacable pour la paix mondiale. Les nouvelles explications du gouvernement provisoire provoquées par ces protestations, portées à la connaissance du public et communiquées par le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs des puissances alliées mettent fin à toutes les interprétations de la note dans un sens contraire aux intérêts et aux revendications de la démocratie révolutionnaire.

Le fait que le premier pas a été accompli pour soumettre au débat international la question du renoncement à la politique de conquêtes doit être considéré comme une importante victoire de la démocratie. Tout en déclarant son inébranlable résolution de rester à l'avenir dans la voie de la lutte pour la paix, le conseil des délégués ouvriers et militaires invite toute la démocratie révolutionnaire de Russie à se rallier plus étroitement encore autour de ses conseils de délégués ouvriers et militaires et exprime la ferme assurance que les peuples de toutes les nations belligérantes briseront la résistance de leurs gouvernements et les obligeront à entamer les pourparlers de paix sur la base du renoncement aux annexions et aux indemnités.

Cette note est signée Skoleff.

La réforme agraire

Le gouvernement provisoire adresse au peuple l'appel suivant pour lui apprendre la création d'un comité général qui aura pour tâche de préparer la réforme agraire devant la Constituante, à l'aide de documents fournis par les comités locaux :

De grands maux atteindraient la population si elle voulait résoudre elle-même la question agraire. Les champs resteraient sans semence à récolte perdue ; il ne faut pas que cela soit. Que les défenseurs de la patrie soient tranquilles ; ils peuvent être certains qu'en leur absence personne ne décidera sans eux les modalités de la réforme agraire.

Pour préparer la réforme, le gouvernement établit le principe de la création de comités des gouvernements, des districts et des volosts ruraux, avec mission de réunir les données nécessaires et de recueillir les vœux des paysans pour les soumettre à un comité central ayant à sa tête le ministre de l'Agriculture et composé de sous-secretsaires, de 25 membres, d'un représentant de chaque comité du gouvernement, de six représentants des organisations suivantes : comité provisoire de la Douma, comité général des ouvriers et soldats, ligue coopérative.

Le comité central comprendra, en outre, un représentant de chacun des partis politiques.

Le haut commandement

Pétrograd, 7 mai. — Le général Dragomiroff est nommé commandant en chef des armées du Nord, en remplacement du général Roussky.

La conférence de Stockholm

Stockholm, 7 mai. — Le secrétariat de la conférence socialiste vient de recevoir un télégramme du secrétaire du parti socialiste d'Autriche, M. Skaret, député, annonçant que les délégués des social-démocrates allemands d'Autriche qui viendront à la conférence de Stockholm sont MM. Victor Adler, Seitz, Ellenbogen, députés, et Hueber, secrétaire central syndical.

Les élections en Australie

Melbourne, 7 mai. — Le gouvernement aura probablement six voix de majorité au Sénat et vingt à la Chambre des Représentants. Le résultat des élections est un triomphe pour M. Hughes.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Le gérant : VICTOR ATKINSON.

Société anonyme des Imprimeries WELHOFF et ROGEE, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

CHAUSSURES ORTHOPÉDIQUES
Perfectionnées, Confortables
.. Élégantes et de Fatigue ..
Pour Raccourcissements, Pieds difformes, mutilés, amputés, etc.
ETABLISSEMENTS A. CLAVIERE
234, Faubourg Saint-Martin, PARIS
(angle de la rue Lafayette - Métro : Louis-Sébastien)
Renseignements tous les jours (même dimanches et fêtes) de 9 h. à 7 h.

VITTEL GRANDE SOURCE
Régime des Arthritiques.

HOUILLE BLANCHE
A vendre, dans l'Isère, belle chute d'eau avec débit régulier. Force 170 chevaux. S'adresser : SCHEFFLER, Saint-Nicolas (Meurthe-et-Moselle).

PAIN ESSENTIEL (Dyspeptiques, PAIN COMPLET CHATELAIN (Constipation, PAIN D'ALBURNONNE-GLUTEN (Diabétiques, PAINS SANS CHLORURE DE SODIUM (Albuminuriques).
EN VENTE : Maisons d'Alimentation. Envoi BROCHURES sur demande : Usines de NANTERRE (Seine).

Banque Nationale de Crédit

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 1^{er} MAI 1917

RAPPORT

DU

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

L'exercice 1916, dont nous venons vous soumettre les comptes, a marqué un progrès nouveau dans le mouvement et le rendement de nos opérations.

Comme précédemment, notre activité a été principalement consacrée aux affaires intéressant la Défense Nationale.